**FRAGMENTER** **l’URBAIN**

(document de synthèse)

***Introduction***

L’objectif des séminaires du point de vue de la résistance du Quartier Libre des Lentillères et de la construction d’un rapport de force avec la mairie, est de contribuer au renversement de la logique de justification et d’autorité. Qui est en position de parler d’écologie, d’agriculture urbaine, d’autosuffisance alimentaire, de production de la ville par ses habitants, sinon ceux et celles qui en font l’expérience directe et quotidienne ?

Où nous emmène la confiante affirmation qu’il y a une autre ville dans la ville ? Marx disait à propos de la Commune de Paris que c’était l’autonomie de ses institutions qui rendaient de fait inopérantes le pouvoir.

L’enjeu est de mieux percevoir notre situation et ses potentialités. Quelle est la forme du pouvoir qui nous fait face et qui nous traverse ? Quelles sont les foyers de résistance ? Comment intensifier leurs liens ? Pour cette fois nous avons choisi de nous poser ces questions à partir de la dynamique de « métropolisation » et des contre-territoires qui s’y opposent.

Ce choix s’enracine dans la conviction qu’il est nécessaire de favoriser une mutation (déjà en cours) de l’imaginaire révolutionnaire en lien étroit avec l’espace. Le camp révolutionnaire de notre époque, aussi multiple et discontinu qu’il soit, doit s’envisager davantage comme une force géographique que comme une force historique.

Pourquoi conférer une importance renouvelée à l’espace ?

1) on constate un épuisement de l’imaginaire historique qui affecte les deux pôles antagonistes du capitalisme. Du côté hégémonique, le mythe d’un temps linéaire orienté par la flèche du progrès et le solutionnisme technologique ont du plomb dans l’aile quand ils n’apparaissent pas comme carrément suicidaire (même s’ils sont en permanence réactivés). Du côté de la multitude, l’espoir d’un renversement global du cours de l’histoire par un quelconque sujet révolutionnaire semble relégué au passé.

2) Le pouvoir se révèle toujours plus comme étant un enchevêtrement de mises en forme de l’espace : infrastructures logistiques, réseaux, aménagement, gestion des flux, orientation des comportements à distance, mobilités. L’expérience de l’européen moyen n’est-elle pas avant tout déterminée par une mise en forme économique et sécuritaire de son rapport à l’espace ?

3) La crise écologique peut être interprétée comme la crise de l’extériorité à l’espace de la civilisation occidentale. La Terre a été utilisée comme un réservoir de ressources exploitables et habitée comme une surface stratégique, au mépris des puissances et des équilibres propres au terrestre. Les humains (occidentaux) se sont mis à vivre dans une forme de séparation avec leur milieu de vie, d’où l’actuelle « collision des Humains avec la Terre » pour reprendre l’expression de Viveiros de Castro et Danowski.

4) Imaginer un nouvel horizon révolutionnaire exige donc d’abandonner le mode de récit de la lutte des classes (les lendemains qui chantent) et de fragmenter le monde totalisant de l’économie, en situant des expériences, en retrouvant des manières de vivre liées à des milieux spécifiques, en recréant des mondes singuliers. Il nous faut avoir une pleine confiance dans la constitution d’une géographie fragmentaire. Les grandes ruptures adviendront sur la base de cette multiplicité.

Il faut excéder le simple éloge du retour au local, déjà parfaitement intégré dans les circuits économiques. Situer des expériences, cela veut dire réinventer une manière d’être au monde, réinventer une éthique. Quelle est notre géographie (territoires, liens, circulations) ? Quels types de liens entretenons-nous avec ce qui y existe (d’humain et de non-humain) ?

De façon générale, dans notre rapport à l’économie, aux institutions, à l’espace, il parait nécessaire de déployer nos tentatives selon deux modalités. Viser un en-dehors, agir à partir d’une forme d’extériorité. Pratiquer un antagonisme stratégique, être au contact, en lutte.

\*\*\*

***Première séance* : de la ville industrielle à la métropole culturel (l’exemple de la prequ’île de Caen)**

**a) ville et capitalisme industriel**

Chaque mode de production crée un espace-temps qui lui est spécifique. La forme des villes au cours de l'ère industrielle s'adapte à la massification par une rationalisation hygiéniste associée à une exclusion des classes dangereuses. Les rues courbes, le polycentrisme (quartiers singuliers) et le caractère polyfonctionnel de la ville médiévale, disparaissent au profit d'une homogénéisation de l'espace et du temps nécessaire à la mise au travail des corps. L'aménagement vise à façonner des habitudes, de l'usine jusqu'aux loisirs, assurant l'hégémonie de la bourgeoisie. À cette mise en ordre répond des formes d'auto-organisation de la classe ouvrière (clubs, bourses du travail et autres lieux de sociabilité) qui marquent la mémoire des villes.

**b) fonctionnalisme**

Après la seconde guerre mondiale, le mouvement dit « fonctionnaliste » prolonge ce programme, notamment en France, en définissant la ville selon 4 fonctions : travail, loisirs, habitat, circulation. L’aménagement urbain est un aménagement du quotidien aligné sur les contraintes du temps salarial. Dans ce cadre, l’habitat se standardise à travers les grands ensembles, et le zonage de la ville se poursuit conformément aux 4 fonctions définies. La même quête de destruction de l’aspect tortueux et complexe des villes se fait sentir au profit d’un quadrillage orthogonal de l’espace qui rend plus simple la détermination des conduites.

La résurgence des « violences urbaines » dans les années 70, plutôt que d’être interprétée en termes socio-politiques, sera d'abord analysée comme une conséquence directe de la nature du bâti. Si bien qu’on cessera de produire des grands ensembles tout en répétant le geste fonctionnaliste à une autre échelle. Des pôles régionaux sont définis et spécialisés dans différents types de production (textile, sidérurgie, etc.) suivant une logique de mise en concurrence des territoires.

**c) métropolisation**

Dans le prolongement de cette régionalisation, la métropolisation doit être comprise simultanément comme une réalité géographique et économique : il s'agit d'une étape dans le mode de production de valeur par le capitalisme. La métropolisation se base notamment sur la valorisation des singularités territoriales (patrimoine, paysages environnants, spécialisations économiques).

Aujourd’hui toutes les villes, par-delà leur dimension physique et démographique, sont des métropoles au sens où elles doivent être gérées et valorisées.

Une des caractéristiques de la métropolisation semble être l'apparition d'un mode de gouvernance entrepreneuriale reposant sur des grands projets destinés à valoriser la ville, à la rendre attractive, dans le cadre d'une mise en concurrence nationale et internationale. Le développement des villes est coordonné à la nécessité d'attirer des capitaux, des forces vives et des touristes. La ville devient marque et marchandise afin d'assurer son rayonnement.

**d) L'exemple de la presqu’île de Caen**

Les débuts de la « métropole socialiste » coïncident avec la recherche d'une combinaison entre discipline et réduction de la ségrégation par la promotion de la « culture pour tous » et le développement d'outils d'intégration (ANPE, bibliothèque, etc.)

On l’observe aujourd’hui sur la presqu’île de Caen, lieu de relégation post-industriel, foyer d’une plèbe multiforme, que la métropole entend « reconquérir ». Ses outils : bibliothèque, tribunal, fab-labs, salle de concert, éco-quartier. Là où la première reconstruction (après les bombardements de la seconde guerre mondiale) avait vu l’éviction des ouvriers, la seconde reconstruction de la ville passe par un détournement de la culture ouvrière, dans une logique de patrimonialisation propre aux dynamiques urbaines actuelles. Tout à leur sincère désir d'améliorer la ville, les urbanistes prolongent l'écrasement des formes singulières qui préexistent sur les espaces qu'ils entendent rénover. Ils ne mesurent pas davantage les effets d'élimination ou de déplacement que leurs projets feront subir aux populations les moins dotées.

**e) contre la centralité renouvelée, la polycentricité**

La création récente d'un statut administratif vient valider au niveau institutionnel le poids économique qu'ont acquis les villes.

La ville-métropole reste un centre de pouvoir douée d'une verticalité gestionnaire. Penser une ville antagonique imposer de se penser en dehors de cette centralité, y compris stratégiquement. La ville métropolisée se constitue d'un agglomérat de communes périphériques dont les caractéristiques sont mal connues par les préfectures. Le maillage du pouvoir y étant plus lâche, ces espaces offrent des possibilités de lutte inédites comme en témoignent certaines ouvertures de squats de migrants.

Se penser en dehors de la centralité ne signifie pas nécessairement sortir des villes. Il s'agit de retrouver des formes de polycentricité, en travaillant à l'émergence de quartiers à l'autonomie affirmée.

**f) la métropole comme seuil**

Prenant acte de son extension tentaculaire tout en indiquant la possibilité permanente d'y échapper, on peut percevoir la métropole davantage comme un seuil ou une limite qualitative que comme une réalité géographique clairement identifiable. La métropole est partout où est l’économie. Elle est une forme sociale globale. Tel paysage peut être simultanément perçu voire défendu comme un milieu de vie hétérogène au règne de l'économie et être une zone de loisirs intégré à la métropolisation. Beaucoup de lieux, qu'ils soient en pleine zone urbaine ou dans leurs bordures, peuvent ainsi devenir des lignes de confrontation dont l'enjeu, parfois incessamment rejoué, est de décider s'ils sont intégrés ou non à la métropolisation.

*Transition : La ville de l’ère industrielle est traversée et modelée par l’antagonisme de classes autour du travail. On peut faire l’hypothèse qu’il existe une tendance du développement urbain qu’on pourrait appeler « métropolisation transitoire » ou « socialiste ». Héritée des années 80, elle consisterait de façon contradictoire à se soucier de l’intégration des populations marginales tout en assurant le rayonnement international des villes sous pression de la concurrence et de la compétitivité. Troisième figure, la ville durable prolongerait cette contradiction en y associant l’exigence climatique.*

*Toutefois, au-delà de la simple prolongation, la ville durable témoigne de l’enjeu par excellence de notre époque : l’habiter. Prise entre les feux de l’habitabilité de la Terre et de la défense de territoires hétérogènes, la métropole durable est un pivot dans le champ de bataille contemporain. Le conflit autour des modes d’habiter la Terre, nous emmène-t-il nécessairement à la conclusion selon laquelle il faut sortir des métropoles ?*

**Seconde séance : faire sécession avec la ville durable, vers un front anti-métropolitain ?**

Alors que nous héritons d’une imaginaire de la cité comme lieu par excellence du conflit et de l’émancipation politiques, on est en droit de douter actuellement qu’aucune métropole ne puisse être le foyer d’un nouveau mouvement d’émancipation.

Qu’est-ce que la métropole ? Qu’est-ce qui s’y oppose ? Quel est le commun de cette opposition ?

**1) organisation métropolitaine**

**a) métropoles et capitalisme**

En 2014 une double réforme territoriale crée parallèlement le statut de métropole et les méga-régions. Cette mutation entérine le processus néo-libéral en cours depuis les années 70. Le projet : faire des villes les lieux de l’accumulation capitaliste. Comme Saskia-Sassen l’a mis en évidence à travers la notion de  « villes-mondes », certains pôles urbains pèsent désormais plus que les états dans l’économie globalisée. La multiplication de l’usage de la catégorie de« Métropole » révèle le poids des territoires urbains dans cette économie. Le rôle des villes est celui de réencastrer le capitalisme dans les territoires afin de le « réarmer ».

**b) accélération et réenchantement de l’Histoire**

La surmodernité urbaine est un projet qui repose sur une accélération multiple et généralisée (mobilité, communication, travail/loisirs, etc.)

Il est nécessaire de nous faire aimer ce phénomène globalisé, d’où la logorrhée communicationnelle dont s’accompagne la métropolisation. L’accélération et la fluidification peuvent être des arguments promotionnels en soi, auxquels s’associent l’éloge de la ville numérique, de la ville festive, de la ville bricolée, etc. Le développement durable est particulièrement utilisé afin de provoquer le sentiment qu’il faut suivre la marche pour être dans le coup.

Le second rôle des villes, après celui d’être les nouveaux pôles de production de valeurs, est de produire l’adhésion à ce réenchantement du sens de l’Histoire, à la fois accélérationniste et éco-responsable.

A cet égard, il est nécessaire de percevoir la métropole non pas comme une chape qui nous surplombe mais comme une gouvernementalité qui nous traverse. En quoi sommes-nous des agents de l’attractivité métropolitaine ?

**c) biopouvoir**

L’écologie est devenue le socle d’un nouveau biopouvoir, c’est-à-dire d’un pouvoir qui discipline les corps en même temps qu’il se soucie de maximiser statistiquement la vie des « populations ». Nous sommes environnés d’injonction à conformer nos attitudes. Il s’agit de nous mettre tous à l’unisson. Habiter un éco-quartier par exemple exige d’avoir la bonne écologie existentielle (alimentation, énergie, mobilité, ethos participatif).

*Sur ce point, ont été évoqué deux points intéressants au cours des autres discussions : 1) le constat selon lequel la « convivialité » invoquée par les dispositifs urbanistiques se réduisaient probablement à une pratique de la surveillance généralisée (afin que personne ne nuise à l’environnement faussement partagé). 2) que l’éco-quartier comme utopie sociale s’était trouvé réduit, sous le poids de logiques économiques, au problème technique et mesurable de diminution d’émission de gaz à effet de serre.*

**2) qu’est-ce qui s’oppose à la métropolisation ?**

**a) refus des corps**

Il faut constater une évolution des rapports au politique.

Ce qui résiste aujourd’hui, ce sont d’abord les corps en souffrance. Il se joue quelque chose au niveau des sensations, des émotions. Une grande lassitude est générée en réaction aux mouvements incessants et aux impératifs de rendement auxquels on soumet les corps. Diverses études (concernant le travail ou la vie quotidienne) semblent attester d’un désir diffus de ralentissement. « Ralentir » serait un des premières attentes collectives (enquête de l’Insee ?). D’où toute l’importance des problèmes de mobilité.

Les corps résistent de fait à l’accélération.

**b) nouvelle culture politique à partir de l’exode urbain**

Une nouvelle culture politique serait en émergence à partir de cet autre rapport au corps, à sa prise en compte, lié à l’exigence du ralentissement.

A ce refus des corps s’associe de nouveaux imaginaires (refuge, ancrage dans un lieu) qui s’opposent à l’accélération. Cette association dessine ce qui serait un « exode urbain », un déplacement vers des formes périphériques, échappant aux catégories statistiques inadaptés pour le percevoir.

Cet exode donnerait lieu à des formes de résistance discrètes, moins obsédée par la nécessité d’en découdre avec le pouvoir ou alors à partir d’un ailleurs. Paysage micropolitique où les affects reconstruisent des modes de subjectivation dissensuels du monde. Multiplicité d’initiatives faisant face au danger de captation par l’innovation.

Les caractéristiques de base sont donc : 1) la dissémination, l’éparpillement (pas de mouvement unique), 2) la révolution du sujet en politique : les sujets sont autonomes mais attachés, réflexifs mais acteurs, affranchis mais engagés.

**3) Quel commun traverse cette multiplicité en désertion?**

**a) rapport au vivant**

Le commun fondamental est le rapport au vivant. Cette nouvelle éthique qui prend acte de la dissolution de la séparation entre nature et culture témoigne de la nouveauté du mouvement actuel : il ne s’agit par simplement d’un retour à la Terre (néo-ruralité) mais d’un retour sur Terre (envisageant à nouveau frais la place de l’humain dans la pluralité, l’hétérogénéité du vivant).

**b) la triade**

Ensuite, trois communs directement liés à des pratiques se dessinent.

1) habiter : ménagement, prendre soin de ce qui est proche. Contre la séparation et la dépossession métropolitaine : être acteur de son environnement. L’habiter s’éprouve comme une désaffiliation du politique citadin.

2) coopérer : partage des savoirs de la convivialité, développer des formes d’ingéniosité, de curiosité.

3) autogérer : l’autogestion de subsistance comme de gouvernance est pensée comme une transformation du rapport à l’autre.

**c) espace**

Cette révolution microbienne s’exprime dans la langue du lieu, de l’espace, du territoire. Il y a une densité spatiale de cette biopolitique de l’émancipation.

L’importance du mouvement des occupations de places au cours des dernières années, témoignent-elles de la diffusion d’une culture antagonique du lieu au sein des métropoles ?

**4) inventer des politiques qui ne seraient plus urbanophiles**

Les nouvelles formes de vie anti-métropolitaines en associant souci de soi et ménagement de leurs lieux d’ancrage, vise une transformation du monde. On peut donc parler dans leur cas d’écologie existentielle.

Nous vivons une « ère sécessionniste » point de départ d’une grande transhumance qui affronte à nouveau frais la contingence de la vie.

Il y a nécessité pour notre camp de se réarmer à partir d’une extériorité à la gouvernementalité biopolitique. Il faut s'atteler à défaire l’œuvre historique de la ville qui a consisté notamment à effectuer une séparation entre nature et culture, devenue aujourd’hui intenable.

Dans la fabrique du territoire, toute tentative de marier les contraires (ville et campagne) doit nous rendre suspicieux. Ne trahit-elle pas une conception urbanophilique du politique ? Une conception qui unicise le rapport au politique, unicité avec laquelle il faut en finir. (La contamination de la figure du « citoyen », comme vigile d’un contrat social urbanocentré, est à interroger de ce point de vue). Comment retrouver une pluralité de rapport au politique ? La culture du politique est à repenser à partir de ce retour sur Terre qui s’impose à nous.

*La discussion succédant à la présentation s’est organisée autour du problème que pose l’affirmation selon laquelle ce nouveau mouvement d’émancipation se situerait nécessairement en dehors de la métropole. En quel sens cet en-dehors peut-il être entendu alors que nous avions la veille défini la métropole non selon une limite géographique mais selon une limite qualitative ? Qu’est-ce que l’en dehors s’il existe autant de formes de gestion métropolitaines qui s’appliquent aussi à l’arrière-ville (agriculture, parcs, etc.) ?*

*Le périphérique n’est-il pas partout comme un bord interne ?*

*Visiblement une tension subsiste autour de la césure entre l’urbain et le non-urbain, césure qui est à la fois de plus en plus difficile à définir, mais qui continue de produire des effets.*

*Fuir les métropoles pour prendre de la place à partir de zone moins urbanisé, est-ce une nécessité stratégique ou existentielle ?*

*A l’intérieur comme à l’extérieur des villes la sécession n’a d’avenir que si elle est approfondissement et affirmation de positivités d’existence.*

*Quel changement dans nos modes de savoir et de perception appelle ce retour sur Terre ?*

\*\*\*

*Transition :*

*La présentation de Guillaume Faburel relance un problème lié de longue date à l’éclatement des luttes qui a succédé à l’essoufflement du mouvement ouvrier. Comment s’effectue le passage du micropolitique au révolutionnaire ? Comment constituer un camp révolutionnaire qui ne peut plus reposer sur la recomposition d’un Sujet (d’une Classe) pas plus qu’il ne peut être animé par une seule Organisation ? Comment constituer un camp révolutionnaire qui fasse basculer la multiplicité des retours sur Terre dans un plan partisan plutôt que de les laisser livrés à une réintégration dans l’économie ?*

*Quelles formes les enquêtes peuvent-elles prendre afin de poursuive ce but ? Comment passe-t-on d’une enquête sociologique (qui fige l’objet d’enquête selon un état décrit) à une enquête révolutionnaire (qui trace des lignes communes inconnues entre des réalités hétérogènes) ?*

**Troisième séance : fonctionnements/dysfonctionnements de la métropole, géographies intimes**

*La présentation du GRAC a été faite d’un entremêlement de propos généraux et de récits d’enquêtes, nous renvoyons pour ce second aspect à un de leurs articles publiés sur le blog (fragmentation.noblogs.org).*

***Préambule*: description et transversalité**

A plusieurs reprises, les membres du GRAC ont affirmé la nécessité d'adopter une attitude épistémologique\* s'efforçant de cerner la métropolisation autant à partir de son fonctionnement que de ses dysfonctionnements. L'histoire de l'aménagement urbain apparaît effrayante dans sa globalité, tel un processus continu de destruction créatrice enveloppant les existences dans la mise en ordre lié au développement du capitalisme. La perception de ce mouvement historique n'est plus la même si on porte attention aux détails des transformations. L'intérêt des enquêtes est de mettre à jour quartier par quartier les ratés, les trous, les résistances, témoignant de l'impossibilité d'un gouvernement totalisant. La métropole peut être perçu comme une gigantesque tentative de conjuration des singularités vivantes qui déjouent en permanence cette emprise. Décalant le geste « critique » qui consiste souvent à unifier en une figure cohérente l'ennemi, contribuant par là autant à le rendre détestable qu'effrayant, il s'agirait plutôt de parvenir à une description minutieuse qui révèle les lignes de fuite au cœur des rapports de pouvoir.

Il semble que cette attitude épistémologique soit lié à un imaginaire révolutionnaire qui place davantage d'espoir dans la mise en contact d'une multiplicité de formes de soustraction au règne de l'économie métropolisée plutôt que dans la reconstitution d'une grande césure contre le Capital sur le mode de la lutte des classes.

Pour comprendre la situation actuelle et s’y affronter, il faut donc considérer qu’il n’y a pas un concept unifié de métropolisation. Prenant le contrepied de l’affirmation portée au cours de la séance précédente, selon laquelle la ville opère un partage Nature/Culture, on peut s’efforcer de percevoir la ville comme un organisme vivant, travaillé par une population essentiellement ingouvernable.

Si l’on s’intéresse toutefois à ce que peut vouloir dire « métropolisation », il faut ajouter quelques aspects à ceux déjà signalés.

**1) métropolisation**

**a) infrastructures et économisation du social**

La métropolisation est le fruit d’une multiplication des infrastructures et d’une recherche de leur optimisation. Au sortir de la seconde guerre mondiale, des ingénieurs français animés par la recherche de l’efficacité et de l’intérêt général, élaborent à partir du problème de la diffusion de l’électricité à l’ensemble du territoire, un nouveau mode de gestion et de construction des infrastructures. Ils inventent le calcul du coût marginal (qui est encore aujourd’hui une des pierres de touche de la finance), et tout à leur altruisme, participent des débuts d’une économisation du social (pénétration de l’économie dans toutes les dimensions de la vie sociale) par une mise en productivité généralisée. Il s’agit d’optimiser autant la circulation de l’énergie, que celle des marchandises et des humains. Le calcul économique infuse le mode de gestion étatique, offrant un socle idéal au néo-libéralisme en tant que reconfiguration de l’alliance entre l’Etat et le marché.

**b) conduite des conduites**

La métropolisation s’approfondit par multiplication des dispositifs de régulation des conduites. La ville industrielle reposait déjà sur un façonnage des habitudes. La métropole semble produire une incorporation toujours plus forte et plus discrète. La sécurité routière et son système de signalisation qui fonctionne en suscitant une attention quasiment animale à l’environnement, peut être pris comme exemple type de cette gouvernementalité.

**c) dysfonctionnement des éco-quartiers**

La construction des éco-quartiers témoignent du resserrement de la problématique du développement durable autour de la question de la limitation des gaz à effet de serre. Ceux-ci sont devenus une marchandise à laquelle correspond un marché spécifique. L’importance des normes HQE (haute qualité environnementale) témoignent du type de préoccupation technique et spéculative qui anime la construction de ces quartiers.

La métropole se veut être une nouvelle version de la grande aventure urbaine occidentale. Elle fascine par la promesse d’une qualité de vie supérieure. Toutefois, de même que les éco-quartiers dysfonctionnent pour la plupart en raison de la précipitation avec laquelle ils sont construits et de l’inaboutissement des techniques qui les supportent (comme à la Confluence à Lyon, où les éléments naturels menacent ces constructions pourtant censément proches de l’environnement), la « climatisation de l’existence » n’est pas au rendez-vous. Les difficultés inhérentes à la vie urbaine ne disparaissent guère. La crise de la politique de la ville se perpétue, à peine affectée par l’éco-urbanisme de façade.

L’efficacité discrète de la métropolisation est toujours menacée par les tensions inhérentes à la reproduction d’un modèle social reposant sur la séparation et la valorisation économique.

**2) entre front révolutionnaire et géographie intime**

**a) densité éthique, affirmation**

Tout comme il ne faut pas unifier les formes de pouvoir, réciproquement, il s’agit de ne pas unifier a prioiri les formes de résistances qui y font face et de s’intéresser à l’usage ordinaire, souvent transgressif, de l’habiter, avant de pouvoir se demander comment faire front commun.

Un front révolutionnaire qui l’emporte soudainement sur des portions entières de territoire s’appuie nécessairement sur un déjà-là. On peut penser à Notre-Dame-des-Landes, et à la sédimentation des luttes dans sa région ou à Barcelone et à ses formes anciennes d’autonomie locale (comme l’exemple des associations de voisin en témoigne).

Partout où nous agissons, il est nécessaire de se demander sur quelle densité préexistante un mouvement de révolte pourrait faire fond pour s’étendre et s’ancrer durablement. Le passage du micropolitique au révolutionnaire s’effectue par la rencontre de l’événement et du déjà-là révolutionnaire. Ce qu’il nous faut, c’est intensifier le « local » pour atteindre le global. C’est par cet approfondissement que l’on touche au général. Approfondir notre manière d’être peuplé et être peuplé jusqu’à l’affirmation.

**b) épaissir le temps, frayer les liens**

La métropolisation peut être perçue comme une conjuration de ce qui nous peuple. Par exemple, un des enjeux de la ville capitaliste est d’éradiquer la mémoire menaçante des luttes qui imprègnent les lieux où nous vivons.

Il y a donc un enjeu à s’appuyer sur ce qui nous a précédés partout où c’est possible, à convoquer un passé actif. Qu’est ce qui de tout temps à échapper à la mise en ordre ?

Contre la flèche du temps linéaire du progrès « moderne », il y a lieu d’explorer l’idée d’un temps vertical qui consisterait en une mise en communication de couches historiques. Cette convocation de l’histoire travaille à redonner une force au présent en renforçant les liens qui unissent une résistance à son milieu. De manière générale, il s’agit d’adopter une attitude visant à frayer autant de liens que possibles afin de reconstituer des géographies intimes échappant à la nappe de métropolisation.

\*\*\*

*Transition : Avec la problématique du foncier péri-urbain, on retrouve concrètement le problème de l’en-dehors de la ville. La gestion du foncier illustre un des aspects de la métropolisation qui consiste à intégrer et à fonctionnaliser des portions de territoires spécifiques plutôt qu’à simplement étendre l’urbanisé en tant que tel.*

*Un des enjeux phares du futur métropolitain semble être l’alimentation. Dijon se rêve à l’avant-garde de cette quête d’autosuffisance alimentaire métropolitaine. A cheval entre logique productiviste dans un monde concurrentiel (céréales), valorisation des singularités locales (vignobles, truffes, etc.) et développement durable (circuit-court biologique), la métropole doit étendre son administration sur le foncier.*

*La singularité du quartier libre des lentillères tient au fait qu’il convoque des éléments imaginaires et matériels qui ont autant à voir avec l’urbain qu’avec le rural. Il est un point de passage, une zone de brouillage entre ces deux dimensions. Encore une fois, il permet d’élaborer une vision antagonique à celle de la métropolisation à partir d’une articulation qui lui serait propre de ces deux pôles.*

*Quel rapport de force doit-on construire autour de l’extension de l’administration du foncier par la métropole ?*

**Quatrième séance : l’arraisonnement du foncier péri-urbain par la métropole**

**0) les nouveaux territoires de la métropole**

Ce que l’on nomme péri-urbain correspond à des espaces ruraux qui ont été urbanisés de manières diverses en intégrant l’aire d’influence des villes. Le futur de la métropole dijonnaise se pense dans une forme de captation accrue de ces espaces. Intégration de l’agriculture, reconquête et replantation de vignobles, expansion qui préserve les terres, mais aussi agrarisation de la ville (culture sur les toits et autres), la ville du futur s’imagine comme une synthèse harmonieuse de l’urbain et du rural.

A Dijon, deux dispositifs témoignent de ces mutations. La construction en cours de la Cité de la Gastronomie et du Vin, gigantesque opération de récupération monopolistique du tourisme lié aux vignobles dans la région.

La candidature au programme TIGA (territoire d’innovation de grande ambition) avec le projet visant à faire de Dijon le « territoire modèle du système alimentaire durable en 2030 ».

L’aménagement de l’aire métropolitaine est pensé autour de deux mots d’ordre : densification de l’habitat (on rejoint ici la vulgate du développement urbain durable), et relocalisation du système alimentaire dans un souci de proximité avec la ville.

**1) nourrir les villes**

Ce second mot d’ordre est apparu comme préoccupation forte à la suite d’une séquence mondiale d’émeutes de la faim en 2008 (la pénurie alimentaire ayant pour cause principale la spéculation économique). Se demander comment nourrir 9 milliards d’humains, au-delà de la relance du productivisme que légitime ce problème, est rapidement revenu à se demander comment nourrir les villes. L’agriculture se retrouve en quelque sorte saisie par cette problématique alimentaire. De ce fait, l’encadrement de l’agriculture par le monde agricole cède progressivment du terrain à un encadrement par des exigences nouvelles venus de l’aval : consommateur, système de transformation-distribution, collectivités territoriales.

En 2014, une loi d’orientation définie la nécessité d’un programme national d’alimentation, l’Etat émet des injonctions vis-à-vis des instances régionales afin que soit mis en place des projets alimentaires territoriaux (PAT).

**2) densifier l’habitat**

En France, le flux de population qui quitte les villes pour s’installer en milieu rural ou périurbain est plus important que le flux inverse. Les villes continuer de croître démographiquement parce que leur population est jeune. En appuyant le trait on peut dire qu’elles importent leurs jeunes et exportent leurs vieux.

Il y a donc un enjeu pour les métropoles à contrebalancer cette exode et à maintenir leur population. Il leur faut construire pour rester attractive. La rareté de l’espace mêlé aux injonctions du développement durable orientent vers la densification.

On choisit de densifier les métropoles plutôt que les communes rurales (puisqu’il faut rapprocher les habitants de leurs emplois) et on densifie l’habitat plutôt que les zones commerciales ou industrielles, plutôt que de repenser un modèle de développement avec moins d’aéroport, d’infrastructures de transports, etc. De la sorte, le mécanisme de densification urbaine conduit à un paradoxe de taille puisqu’il aboutit à une plus grande consommation d’espace.

**3) bataille du foncier**

Originairement sous la coupe du pouvoir étatique, le foncier devient une compétence stratégique amèrement disputée. Une foule d’acteurs participe à la définition des rapports de force (la métropole, les collectivités, la SAFER, la chambre d’agriculture, etc.). La Métropole en tant que nouvel échelon administratif tente de s’arroger la maîtrise du territoire en chapeautant la définition des PLU (plans locaux d’urbanisme) et en étendant son influence sur les différents types de foncier (agricole, forestier, urbain, etc.)

Le foncier agricole reste la variable d’ajustement principale pour l’urbanisation (les forêts étant par exemple très protégées en France), ce qui provoque l’émergence d’un nouveau marché et l’apparition d’une expertise effectuée par des acteurs urbains qui transforment une gestion jusqu’ici interne au monde agricole.

Le projet TIGA de système alimentaire territorial est encore une fois un bon révélateur des logiques de la métropole. Dijon-Métropole n’ayant sous sa gouvernance directe qu’une faible surface, elle doit s’appuyer sur des partenariats public-privé, sur les acteurs du productivisme agricole afin d’étendre son aire d’influence. Le projet alimentaire durable est donc à percevoir comme un coup de communication (mise en scène promotionnelle des circuits courts) permettant à la métropole d’étendre son pouvoir et à l’agriculture intensive de se perpétuer en s’offrant un vernis agro-écologique.

**4) Perspectives alimentaires anti-métropolitaines**

Comment fabriquer autrement la ville et le territoire ?

Sur le terrain de l’alimentation, l’expérience du GFA de Mâlain offre une perspective concrète à rebours du productivisme qui se survit sous le maquillage du développement durable. A partir d’une expérience directe de réappropriation de la terre et de savoirs-faire multiples, en lien avec d’autres tentatives locales, se dessinent des schémas d’alimentation territoriaux qui ne cèdent rien au modèle métropolitain. Ces projets ont à faire face au problème d’accès au foncier qui appelle la nécessité d’une meilleure connaissance sur les mouvements fonciers (les terres qui se libèrent notamment).

Loin de n’avoir qu’une substance économique, le problème de l’alimentation devient l’occasion d’imaginer l’apparition d’une autre culture de la ruralité et d’une redéfinition des alliances possibles entre des expériences qui refusent la société de consommation à la campagne comme en ville. L’alimentation devient l’occasion d’esquisser ce que serait un contre-territoire, s’établissant dans des espaces contigus à ceux de la métropole tout en se soustrayant à son règne.

*(à lire : l’article de Léo Coutellec disponible sur le blog)*

**Table-ronde : Dijon ville smart et patrimoniale**

C’est avant tout au niveau de l’imaginaire qu’opère la double identité que cherche à se construire Dijon-métropole : à la fois une ville authentique au patrimoine viticole immémorial et une ville high-tech, à la pointe de la modernité, dans sa gestion urbaine comme dans ses innovations agricoles (développement de la « foodtech »). Il s’agit de susciter l’adhésion dont les métropoles ont tant besoin.

La smart city correspond à la fois à une réactivation idéologique de l’imaginaire modernisateur, au rêve le plus fou d’unification du contrôle et à une quête bien réel d’optimisation des infrastructures sous le couvert de l’écologie. Le smart cherche l’alliance entre convivialité, efficacité, mobilité et surveillance.

La patrimonialisation est un processus généralisé de marchandisation qui réactive les singularités territoriales dans le champ de la mise en concurrence mondialisée (cf *Enrichissement* de Luc Boltanski et Arnaud Esquerre).

Entre idéologie et transformations concrètes, l’utopie numérique et l’utopie gastronomique effectuent la synthèse des caractéristiques du projet moderne comme articulation contradictoire et dynamique d’une quête effréné d’un horizon global et d’une valorisation du local.

Smart city et cité de la Gastronomie sont les marqueurs d’un choix de civilisation construisant des types de rapports sociaux et des types de rapports à l’environnement qui paraissent à bout de souffle.

La smart city pose la question de savoir quels genres de liens nous entendons avoir avec nos semblables. Le marketing patrimonial pousse à chercher d’autres manières de concevoir nos attachements aux lieux que nous habitons. Que serait un scénario contre-hégémonique du patrimoine ? Quels sont les invisibles à se réapproprier ?

Les documents de reprise des interventions de François Jarrige et de Jean-Louis Tornatore sont disponibles sur le blog.

**Conclusion : quelques pistes en vue de la levée d’un front anti-métropolitain**

Si notre tâche est moins à envisager dans sa dimension historique que dans sa dimension géographique, c’est à la construction et à la perception de contre-territoires qu’il faut s’employer de l’autre côté de la limite qualitative qui emporte tout chose dans la métropolisation.

Quelles expériences existent déjà ? quels outils communs devons-nous construire ?

**1) Enquêtes**

Une connaissance adéquate des phénomènes de métropolisation (de mise en forme du territoire au sens large) est chargée de potentialités. A l’échelle de Dijon, tout dispositif mis en place par la ville peut être l’occasion d’une riposte concrète. Il est nécessaire de ruiner les opérations de marketing et l’imaginaire de la métropole douce et efficace, et d’affirmer notre propre éthique en vis-à-vis. Mais une bonne connaissance de la métropole offre aussi des terrains de lutte matériels. A propos du foncier, il y a une bataille à mener et des contre-propositions à faire autour de l’auto-suffisance alimentaire.

En général, qu’a-t-on besoin de savoir ? comment se donner les moyens de réunir cette connaissance ?

**2) alliances**

Un contre-territoire sera fait d’alliances disparates. Mais le dispositif TIGA sur l’alimentation (et ses velléités prévisibles d’intégration de toute forme de ruralité alternative) prouve à quel point nous n’avons pas le choix de nous inscrire dans une géographie d’échanges et de solidarités qui nous soit propre, une géographie intime et partisane. Comment se lier ?

**3) Relocalisation/Polycentricité**

Les deux mouvements qu’il faut favoriser correspondent à la réinvention d’une dichotomie ville/campagne. D’un côté il faut se donner les moyens de favoriser une relocalisation en périphéries des villes, un réarmement à partir de lieux qui ont un rapport privilégié avec le terrestre (terre, forêt, etc.) Des problèmes très pratiques tel que l’accès au foncier pourraient faire l’objet d’un travail spécifique. D’un autre côté, il faut travailler à briser la centralisation du pouvoir urbain, et idéalement à provoquer l’émergence d’une polycentricité urbaine (faite de quartiers auto-déterminés). Le quartier des lentillères nous indique une voie possible par la liaison qu’il effectue entre des formes de mise en commun matérielles, l’auto-détermination politique qui s’y esquisse, et la pratique festive et créatrice de la ville dont il est le creuset.

**4) horizon communal**

Ce que nous devons proposer, rendre rejoignable, approfondir pour qu’elle s’affirme d’elle-même c’est une manière de vivre qui lie ensemble des problèmes pragmatiques (telle que l’alimentation) et une éthique, une façon de penser et de vivre nos liens et notre appartenance au monde. Envisagé séparément l’économique, le démocratique, l’écologique, deviennent des problèmes solvables dans le système de production hégémonique.

Dans notre rapport à l’espace, dans notre rapport aux institutions ou encore à l’économie il faut pratiquer une double attitude qui vise avec confiance une sortie intégrale tout en frayant la voie à ce dehors par l’antagonisme.

Il parait essentiel de prolonger le travail entamé au cours de ce séminaire, pour partie dans le sens de la diffusion de la perception d’une géographie parallèle à la métropole, pour partie dans une direction plus pragmatique. Effectuer un état des lieux des besoins et des possibilités que nous avons pour accroitre notre autonomie. Comprendre à quels niveaux nous devons agir. On rejoint de cette manière la proposition de Bruno Latour formulée à la fin de son livre *Où atterir ?* Face à la nécessité d’abandonner le vecteur de modernisation pour intégrer dans notre politique la résurgence du « Terrestre » comme acteur déterminant, il propose, à la manière des cahiers de doléance de 1789, de rouvrir un épisode de « reprise par la base » consistant en une « description des terrains de vie » : de qui dépend un terrestre pour sa survie, quels sont les autres terrestres qui se trouvent sous sa dépendance ?

La divergence avec Latour se situant au niveau de son allégeance renouvelée aux institutions. Pour nous il ne s’agit pas tellement de formuler des doléances que des pistes concrètes qu’il s’agira de mettre nous-mêmes en pratique.

\*\*\*